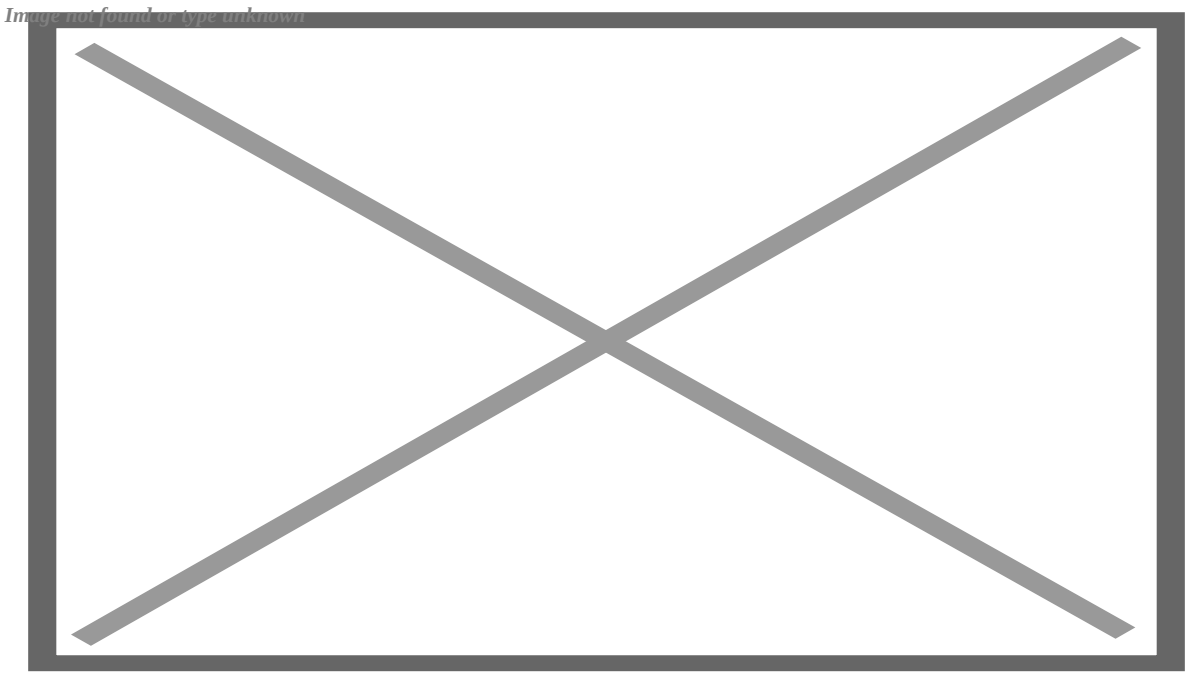
Condamnation mondiale de l'invasion de l'ambassade du Mexique en Équateur



La Havane, 6 avril (RHC) L'invasion de l'ambassade du Mexique à Quito effectuée vendredi soir par les forces de police équatoriennes pour enlever l'ancien vice-président Jorge Glas, qui avait obtenu l'asile politique, a été condamnée par divers hommes politiques et organisations latino-américains.

Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a déclaré à ce sujet : « C'est un acte de barbarie, quelque chose de jamais vu en Amérique latine, que le gouvernement de droite pro-yankee de l'Équateur ait violé brutalement le droit international en attaquant l'ambassade du Mexique en Équateur et kidnapping un asile politique, ainsi reconnu par le gouvernement mexicain.

"Le Venezuela élève la voix avec force pour rejeter cet acte fasciste contraire au droit international et exprime sa solidarité pleine et absolue avec le président Andrés Manuel López Obrador et le peuple mexicain", a déclaré le président.

Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a déclaré samedi que l'Organisation des États américains (OEA) et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) devaient se réunir « d'urgence » pour examiner la violation de la Convention de Vienne par un État membre.

Le président a annoncé que la Colombie encouragerait une action pour que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) prenne des "mesures de précaution" en faveur de Glas, "qui a vu son droit d'asile violé de manière barbare".

"La Convention de Vienne et la souveraineté du Mexique en Équateur ont été brisées. J'insiste une fois de plus sur le fait que l'Amérique latine et les Caraïbes, quelles que soient les constructions sociales et politiques de chaque pays, doivent maintenir vivants les préceptes du droit international au milieu de la barbarie qui progresse dans le monde et le pacte démocratique au sein du continent", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le président cubain, Miguel Díaz-Canel, a exprimé sa solidarité avec le gouvernement du Mexique face à l'assaut de la police équatorienne contre l'ambassade de ce pays nord-américain à Quito pour arrêter l'ancien vice-président équatorien Jorge Glas.

"Toute notre solidarité avec le Mexique, face à la violation inacceptable de son ambassade à Quito", a écrit Díaz-Canel sur le réseau social X, anciennement Twitter.

Le dirigeant cubain a déclaré que "la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, qui constitue une composante essentielle du droit international, doit être respectée par tous".

À cet égard, le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a également condamné "fermement" le raid contre l'ambassade du Mexique dans ce pays d'Amérique du Sud pour arrêter Glas, à qui l'Exécutif mexicain avait accordé l'asile politique.

Le président bolivien, Luis Arce, a pour sa part exprimé son rejet de l'enlèvement de Glas lors du violent raid contre le siège diplomatique mexicain, en violation flagrante de l'Accord de Vienne.

« L'État plurinational de Bolivie, respectueux des normes qui régissent les relations diplomatiques, condamne fermement l'invasion de la police équatorienne dans l'ambassade des États-Unis du Mexique en République de l'Équateur, un fait sans précédent dans l'histoire du droit international. ".

Dans un communiqué publié Arce a rappelé qu'en son article 22, paragraphe I, il est dit : "Les locaux de la mission sont inviolables. Les agents de l'Etat accréditaire ne peuvent y pénétrer sans le consentement du chef de la mission".

En ce sens, nous rejetons la violation du droit d'asile après l'enlèvement et la détention de l'ancien vice-président de l'Équateur, Jorge Glass, qui attendait un sauf-conduit au siège diplomatique mexicain, démontrant non seulement la violation des normes internationales mais également à la fraternité et à la coexistence pacifique entre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes.

En ce sens, le ministre des Affaires étrangères Yván Gil a publié la position officielle du gouvernement du Venezuela sur l'enlèvement de Glas et l'invasion de l'ambassade du Mexique en Équateur.

« La République bolivarienne du Venezuela exprime son rejet le plus énergique des événements perpétrés dans la nuit du 5 avril 2024, au siège de la mission diplomatique des États-Unis du Mexique, par les organes de sécurité du gouvernement de l'Équateur, chez ceux qui ont illégalement a perquisitionné et capturé l'ancien vice-président, Jorge Glas, à qui le gouvernement mexicain avait accordé l'asile politique, à la suite des atroces persécutions dont il a été victime.

Gil a précédemment déclaré dans un tweet : "J'ai parlé par téléphone avec la secrétaire Alicia Barcena et j'ai transmis la solidarité absolue du président Nicolás Maduro au président Andrés Manuel López Obrador face à cet acte barbare qui viole tous les principes du droit international".

Le gouvernement brésilien a également condamné dans les termes les plus fermes l'action menée par les forces de police équatoriennes à l'ambassade du Mexique à Quito.

"Cette action constitue une violation flagrante de la Convention américaine sur l'asile diplomatique et de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques qui, dans son article 22, établit que les lieux d'une mission diplomatique sont inviolables et ne sont accessibles qu'aux agents de l'État d'accueil. avec l'accord du chef de mission".

"La mesure mise en œuvre par le gouvernement équatorien constitue un grave précédent et doit faire l'objet d'un vigoureux rejet, quelle que soit la justification de sa mise en œuvre", indique le communiqué du Palais Itamary. ?

Le gouvernement brésilien exprime enfin sa solidarité avec le gouvernement mexicain, a ajouté le ministère brésilien des Affaires étrangères.

Au moment des faits, le gouvernement du Nicaragua avait exprimé son « rejet absolu » et avait condamné la « barbarie politique néo-fasciste du gouvernement de l'Équateur ».

"Nous condamnons et rejetons cette violation flagrante du droit international que nous voyons répétée par des dirigeants corrompus et serviles envers les empires, qui occupent malheureusement des positions institutionnelles dans ce Pays frère", peut-on lire dans leur communiqué publié samedi.

Le 1er septembre 2020, nous avons retiré notre ambassade à Quito et, par cette déclaration, nous avons officialisé la rupture de toutes les relations diplomatiques.

"Notre solidarité et notre soutien, dans toute action en justice qui pourrait en découler, au président et au gouvernement du Mexique, M. Andrés Manuel López Obrador", indique le texte.

Pabel Muñoz, maire de Quito, la capitale équatorienne, a considéré l'invasion de la légation diplomatique mexicaine comme "inacceptable, une honte mondiale".

"Ce qui vient de se passer à l'ambassade du Mexique à Quito crée une situation complexe pour l'Équateur face au système et au droit international. Y a-t-il un doute sur le fait que Jorge Glas est victime d'une terrible persécution ? Le fait est d'autant plus grave qu'il a déjà obtenu l'asile politique", a déclaré le responsable équatorien dans un message sur son compte sur le réseau social X.

La Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Conaie) a également publié une déclaration sur le réseau X dans laquelle elle qualifie de « très grave » les actes du gouvernement Noboa.

"La violation de l'ambassade du Mexique en Équateur est un acte fasciste d'une extrême gravité qui viole les relations diplomatiques et le droit international. Les ambassades représentent la souveraineté des pays qui les accueillent et sont protégées par le principe d'inviolabilité consacré par la Convention de Vienne", a déclaré la représentation qui rassemble les peuples autochtones les plus importants de l'Équateur.

« L'action du gouvernement équatorien en pénétrant illégalement dans l'ambassade du Mexique à Quito constitue une violation flagrante de la souveraineté mexicaine et un mépris absolu des normes internationales.

Il est inquiétant de constater comment le gouvernement autoritaire et fasciste de l'Équateur recourt à la force pour garantir son trophées politiques. Cette violation flagrante affecte non seulement les relations bilatérales entre le Mexique et l'Équateur, mais envoie également un message dangereux à la communauté internationale", a déclaré Conaie.

Le diplomate vénézuélien et ancien secrétaire exécutif d'Alba-TCP, Sacha Llorenti, a déclaré que le gouvernement de l'Équateur « a enlevé l'ancien vice-président Jorge Glas. Le siège diplomatique est inviolable. C'est un fait terrible, tant pour la violation de la souveraineté de Le Mexique, ainsi que le danger dans lequel se trouve la vie de Jorge."

"Ils ont transformé le droit international en lettre morte et ont porté atteinte aux normes de coexistence dans la région", a exprimé Llorenti dans sa publication sur le réseau social X.

L'ancien président de l'Équateur, Rafael Correa, à travers la même plateforme, a envoyé un message à ses compatriotes : « Ce que le gouvernement Noboa a fait est sans précédent dans l'histoire de l'Amérique latine.

Même dans les pires dictatures, l'ambassade d'un pays n'a pas été violée.

"Nous ne vivons pas dans un Etat de droit, mais dans un Etat de barbarie, avec un système improvisé qui confond la Patrie avec une de ses bananeraies. Nous tenons Daniel Noboa responsable de la sécurité et de l'intégrité physique et psychologique de l'ancien vice-président. Jorge Glas. Au Mexique, à son peuple et à son gouvernement, nos excuses et notre admiration éternelle. Jusqu'à la victoire toujours!", a déclaré l'ancien président.

La présidente du Honduras, Xiomara Castro, a publié samedi matin que « l'assaut contre l'ambassade du Mexique par le gouvernement de l'Équateur, dans le but d'enlever l'ancien vice-président J. Glass, constitue un acte intolérable pour la communauté internationale », car il ignore le droit historique et fondamental à l'asile".

"Nous rejetons fermement cette violation de la souveraineté de l'État mexicain et du droit international. Nous sommes solidaires du peuple mexicain et de son président, López Obrador.

Le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Yvan Gil, a déclaré avoir eu une conversation téléphonique avec sa collègue mexicaine, Alicia Bárcena, à qui il a transmis la solidarité absolue du président Nicolás Maduro à son homologue López Obrador « face à cet acte de barbarie qui viole tous les principes du droit international ».

L'ancienne candidate à la présidence de l'Équateur pour le parti d'opposition Révolution citoyenne, Luisa González, a déclaré : « Des images qui feront le tour du monde. Elles resteront dans l'histoire comme la plus grande barbarie d'un gouvernement improvisé, d'un millionnaire capricieux et d'un chancelier qui pense qu'il conduit toujours Aerogal ou Equair.

Pour sa part, l'ancien ministre mexicain des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, a souligné que « l'action du gouvernement de l'Équateur visant à pénétrer de force dans l'ambassade du Mexique dans ce pays, à détenir un demandeur d'asile et à violer la souveraineté nationale est sans précédent. Je soutiens la décision du président López Obrador. suspendre les relations.

La candidate à la présidence du Mexique pour la coalition au pouvoir Continuons à écrire l'histoire, Claudia Sheinbaum, a estimé, pour sa part, que l'invasion de l'ambassade du Mexique en Équateur « est une violation flagrante de la Convention de Vienne. C'est un affront à la diplomatie. et du droit international qui est inadmissible. J'exprime toute ma solidarité et mon soutien au président López Obrador dans la défense de notre souveraineté.

Le candidat présidentiel de l'alliance d'opposition Fuerza y ????Corazón por México, Xóchitl Gálvez, a déclaré à propos de ce qui s'est passé à l'ambassade du Mexique en Équateur que « vous pouvez ou non être d'accord avec l'administration de la justice dans d'autres pays, mais les relations diplomatiques du siège de toute nation étrangère sont inviolables.

(Source Telesur)

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/351538-condamnation-mondiale-de-linvasion-de-lambassade-du-mexique-en-equateur

Radio Habana Cuba